

SECTION DISCIPLINAIRE

ANNÉE 2025-2026

**DECISION
DE LA COMMISSION DE DISCIPLINE COMPÉTENTE
À L'ÉGARD DES USAGERS
UVSQ/2025.10/n°04**

Réunie le mardi 21 octobre 2025

Affaire de Madame

Etaient présents :

- Monsieur Stéphane VINIT, maître de conférences, président de la section disciplinaire,
- Madame Anne-Marie GONCALVES, professeur des universités,
- Madame Aline LEMEUR, maître de conférences,
- Madame Marine SEGUIER, étudiante,
- Madame Eloa EGUILUZ BLANCO, étudiante,
- Monsieur Nathan de LATAULADE, étudiant.

Membres de la commission de discipline

Assistés lors des débats par :

- Monsieur Lucien Kownacki, chargé des affaires juridiques, chargé des fonctions de secrétaire de séance.
- Vu la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et notamment son article 6 § 1^{er} ;
- Vu le code de l'éducation et notamment ses articles R.811-11, R.811-27, R811-28, R.811-28, R.811-29, R.811-36 et R.811-40 ;
- Vu la requête du 26 mai 2025 par laquelle Monsieur le président de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines a saisi la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers au cas de Madame _____ née le _____ étudiante en troisième année de Licence de Droit à l'UFR de Droit et Science Politique, demeurant au _____ pour des faits de fraude ou tentative de fraude commis à l'occasion d'un examen ;
- Vu la désignation de Madame Zoubida KEDAD et de Madame Eloa EGUILUZ BLANCO en qualité de rapporteurs le 6 juin 2025 ;
- Vu le rapport de la commission d'instruction remis le 09 juillet 2025 au Président de la section disciplinaire ;

- Vu l'ensemble des pièces versées au dossier ;

Le dossier disciplinaire et le rapport d'instruction ayant été tenus à la disposition des parties, de leur conseil et des membres de la section disciplinaire dix jours francs avant le jour fixé pour la séance d'examen de l'affaire.

Madame _____ dûment convoquée, s'étant présentée à la commission de discipline qui s'est tenue en salle N°30 – Multimédia, au siège de l'Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, 55 avenue de Paris, 78 000 Versailles le mardi 21 octobre 2025 à 10h50.

Madame _____ a été accompagnée par son conseil Madame _____ sa mère.

La commission de discipline délibérant valablement,

APRES AVOIR ENTENDU :

- ☞ Le procès-verbal de constatation des faits,
- ☞ Le rapport d'instruction,
- ☞ Madame _____
- ☞ Madame _____ sa mère et conseil.

APRES EN AVOIR DELIBERÉ :

Considérant que Madame _____ s'est présentée à la séance d'examen de l'affaire devant la commission de discipline usagers de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines le mardi 21 octobre 2025 à 10h50 accompagnée de son conseil ;

Sur la régularité des poursuites engagées par la section disciplinaire et des pièces du dossier :

Considérant que, aux termes de l'article R.811-11 du code de l'éducation, « relèvent du régime disciplinaire prévu aux articles R.811-10 à R.811-42 : « Tout usager de l'université lorsqu'il est auteur ou complice notamment : [...] 2° D'une fraude ou d'une tentative de fraude commise notamment à l'occasion d'une inscription, d'une épreuve de contrôle continu, d'un examen ou d'un concours ».

Considérant que Madame _____ a reçu l'ensemble des pièces justificatives dès le déclenchement des poursuites disciplinaires ;

Considérant que conformément aux droits de la défense, Madame _____ a pu faire part de ses observations écrites sur les pièces du dossier et à l'oral pendant la séance d'examen de l'affaire et devant les rapporteurs du dossier disciplinaire ;

Sur les faits :

Considérant qu'il est porté à la connaissance du Président de l'Université en mai 2025, une tentative de fraude ou fraude commise à l'occasion d'un examen ;

Considérant que les faits présentés dans le procès-verbal ont été constatés lors d'un examen en date du 17 avril 2025 ;

Considérant qu'il est reproché à Madame
dans sa poche lors de cet examen ;

d'avoir eu son téléphone

Considérant que l'étudiante a eu des problèmes de trajet qui l'ont amenée à arriver en retard ;

Considérant que dans le stress d'arriver à l'épreuve, l'étudiante a laissé son téléphone portable dans sa poche ;

Considérant que l'étudiante a reçu des appels de sa mère qui souhaitait vérifier si elle était bien arrivée au lieu de l'examen ce qui a amené le surveillant à dresser un procès-verbal ;

Considérant que l'étudiante a pu valider son année et poursuivre sa licence en troisième année ;

Considérant que la section disciplinaire croit en la version de l'étudiante et estime que la fraude n'est pas établie en l'espèce ;

Par ces motifs, et après en avoir délibéré, la décision a été prise au scrutin secret :

DÉCIDE

Article 1^{er}

De ne pas sanctionner Madame

Article 2

La présente décision sera affichée sans mention du nom et de la date de naissance de l'intéressée au sein de l'UFR DSP ainsi que sur le site internet de l'UVSQ.

Article 3

La présente décision sera notifiée à Madame à Monsieur le Président de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et à Monsieur le Recteur de région académique.

Article 4

La présente décision est exécutoire à compter de sa notification. Conformément à l'article R.421-1 du code de Justice Administrative, un recours pour excès de pouvoir à l'encontre de la présente décision peut être formé dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Versailles ou par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr, à compter de la notification de la présente décision.

Fait à Versailles, le 27/10/2025

Le Président de la section disciplinaire,
Monsieur Stéphane Vinit

Le secrétaire de séance,
Lucien Kownacki

